

Ortega s'accroche, les Nicaraguayens trinquent

PAR THOMAS CANTALOUBE
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 12 JUILLET 2018



Daniel Ortega et son épouse, le 8 juillet 2018. © Reuters

Après bientôt trois mois de protestations et plus de trois cents manifestants tués par les forces de l'ordre et des paramilitaires, une grève générale a été déclarée au Nicaragua afin de faire plier le sandiniste Daniel Ortega et son régime népotique.

Il y a quelque chose de déprimant à voir l'histoire se répéter en Amérique latine : le caudillisme succéder à la geste révolutionnaire, le pouvoir personnel et familial remplacer l'élan collectif, la répression supplanter le débat. Après bien d'autres avant lui, l'ancien « *comandante* » sandiniste Daniel Ortega a choisi de s'accrocher à un pouvoir qu'il a taillé à sa mesure en dépit d'un soulèvement populaire. Cela fait bientôt trois mois que des centaines de milliers de Nicaraguayens descendent dans la rue ou bloquent routes et villes afin de se débarrasser d'un président corrompu et népotique qui, en retour, leur envoie des policiers qui tirent à balles réelles et des groupes paramilitaires qui assassinent et kidnappent.

Selon le dernier bilan établi par l'Association nicaraguayenne pour les droits humains (ANPDH), 351 protestataires ont été tués et plus de 2 000 blessés depuis la première manifestation du 18 avril 2018 (en plus de plusieurs dizaines de membres des forces de l'ordre). Parmi ces victimes, plus des deux tiers ont été abattues par balles. « *Les groupes progouvernementaux lourdement armés continuent de circuler librement, accompagnés de forces de police, avec qui ils se livrent conjointement à des attaques contre la population civile* », a dénoncé

Erika Guevara-Rosas, d'Amnesty International. « *Le message qu'envoient les hautes autorités du Nicaragua est qu'elles sont prêtes à tout pour faire taire les manifestants.* »

Malgré cette violence, qui a suscité les protestations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, la crise au Nicaragua ne semble pas près de s'arrêter. Vendredi 13 juillet, les opposants à Ortega appellent à une grève générale afin de répondre à la fin de non-recevoir opposée à leurs revendications.



Daniel Ortega et son épouse honnie et vice-présidente Rosario Murillo, lors de son discours le 8 juillet 2018 rejetant les demandes des manifestants. © Reuters

Quand le mouvement actuel a démarré à la mi-avril, il s'agissait pour les étudiants de protester contre la déforestation grandissante dans le pays, en particulier après **l'incendie** qui a en partie ravagé la deuxième réserve naturelle du pays. Immédiatement, s'est ajoutée la colère contre un projet de réforme des retraites visant à rogner les bénéfices sociaux. Face à cette contestation, loin d'être inédite dans le pays, le gouvernement a envoyé comme à l'accoutumée les « *grupos de choque* » pour suppléer aux forces de police. Ces militants, que l'on qualifie hâtivement de « *sandinistes* », sont en fait des civils endoctrinés et payés pour faire le coup de poing contre les manifestants (ils sont assez similaires aux supplétifs paramilitaires chavistes au Venezuela).

Lors des marches du 19 avril, au moins trois manifestants ont été tués et les vidéos de la répression, notamment contre des personnes âgées, se sont diffusées sur les réseaux sociaux. Bien qu'habitué à un encadrement social et sécuritaire assez serré, les Nicaraguayens ont reçu ces images comme la proverbiale goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le mouvement de protestation s'est alors transformé en un soulèvement général d'une bonne partie de la population contre le « règne » d'Ortega. Malgré

l'abandon du projet de réforme des retraites, la contestation n'a pas faibli et n'a plus qu'un seul mot d'ordre : « *Qu'il s'en aille !* »

Il faut dire que l'ère des vaillants sandinistes se battant et triomphant contre la dictature de Somoza, appuyée par les États-Unis, s'est évaporée depuis belle lurette. Après une première période à la tête du pays de 1979 à 1990, Daniel Ortega a accepté la défaite électorale et s'est retiré... pour mieux revenir, par les urnes, en 2007. Mais cette fois-ci, seule la parole était révolutionnaire. Le « *comandante* » s'est réinstallé à la tête du pays avec son épouse, Rosario Murillo, une poétesse *new age*, détestée par l'immense majorité de ses concitoyens, qui voient en elle une sorte de Raspoutine tropical. Bien qu'âgé de seulement 72 ans, Ortega est réputé malade depuis des années et nombre de ses gestes semblent destinés à transmettre le pouvoir (et les richesses qui vont avec) à sa femme et ses enfants.

Surtout, après s'être fait élire en 2007, Ortega a poussé la Cour suprême, remplie de juges à sa botte, à supprimer toute limitation du nombre de mandats présidentiels. Ortega s'est ainsi fait réélire en 2011, puis en 2016 (après que la Cour suprême a empêché la candidature de son principal opposant) lors de scrutins dont les observateurs internationaux avaient été bannis. Lors de cette dernière élection, il a propulsé Rosario Murillo, jusqu'ici ministre sans portefeuille, au poste de vice-présidente.

Au-delà de ces manipulations politiciennes, Ortega a rétabli le maillage du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) sur la plupart des aspects socioéconomiques du pays, à la manière d'un parti unique : contrôle des quartiers, favoritisme pour les emplois publics, noyautage économique. Pourtant, en dépit de cette approche tout droit sortie des bréviaires communistes, la politique économique développée depuis 2007 n'a rien de socialiste. Elle flirte même avec le néolibéralisme : privatisations, ouverture au capital nord-américain, tentatives d'agriculture intensive, projets environnementaux désastreux (comme celui du canal transocéanique à

propos duquel Mediapart a écrit en 2015). Quant aux médias, ils sont contrôlés quasiment exclusivement par des proches d'Ortega, dont ses enfants.

Durant les premières années de sa présidence, celui que les manifestants appellent désormais « *el tirano* » (le tyran) a bénéficié de la manne pétrolière vénézuélienne à bas prix, mais depuis que celle-ci s'est tarie, le pays peine à s'en sortir économiquement et il pointe toujours en seconde place des nations les plus pauvres des continents américains. Ce qui explique pourquoi la conjonction d'une réforme des retraites et de dégâts environnementaux a débouché sur une protestation politique contre le président et le régime « *corporatiste* » qu'il a établi, c'est-à-dire « *néolibéral et avec une forte concentration du pouvoir* », selon la **qualification** d'un opposant.

Très rapidement, après le début des manifestations, l'Église catholique, très influente au Nicaragua, a tenté de se poser en médiatrice de la crise. Une de ses propositions, approuvée par les contestataires, mais aussi par les syndicats paysans et étudiants, l'Organisation des États américains, des chefs d'entreprises, des leaders sandinistes historiques et même le propre frère du chef de l'État, est d'avancer les prochaines élections présidentielles à 2019 (au lieu de 2021).

Après quelques jours de flottement, Daniel Ortega a fini par répondre dans un discours public devant ses partisans en balayant cette idée au nom « *du respect de la Constitution* », et surtout en accusant les manifestants d'être « *des putschistes et des terroristes* » et « *à la solde de puissances étrangères* ». Autrement dit, la vieille rhétorique de tous les satrapes contemporains, du Venezuela à Cuba en passant par la Turquie ou l'Égypte, qui essaient de s'accrocher au pouvoir par tous les moyens.

Dans la foulée de cette intervention, le pays a connu son week-end le plus meurtrier, avec 18 manifestants tués en deux jours les 7 et 8 juillet lors d'une tentative pour dégager une route bloquée. Le lendemain, des forces paramilitaires gouvernementales se sont attaquées à une délégation religieuse emmenée par le cardinal et l'évêque de Managua qui venait

écouter des opposants, blessant un des prélats. L'Église a néanmoins annoncé qu'elle poursuivrait sa

médiation mais, pour le moment, rien n'indique que le gouvernement soit disposé à assouplir sa position et à cesser la violence de sa répression.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.